

# LE RÉVEIL

ÉDUCATION PUBLIQUE — RÉFORMES

ARTHUR BUIES, PROPRIÉTAIRE ET RÉDACTEUR.

Vol I

QUEBEC, SAMEDI, 10 JUIN 1876

No. 3

QUÉBEC, 10 JUIN 1876.

## De l'Éducation au Canada.

(Suite.)

Pendant ce temps, pendant que le peuple des États-Unis se formait par l'école à un sentiment de plus en plus large, à une intelligence de plus en plus élevée des institutions libres, de telle sorte que, dès l'origine, il en appréciait toute la valeur et savait défendre ses droits, que voyait-on au Canada ? Ici, nous allons ouvrir une page de Garneau, de cet historien patriotique et populaire, dont on a eu beau mutiler l'œuvre, sans pouvoir en entamer les proportions ni anéantir l'esprit d'impartialité et d'indépendance qui l'avait conçu. Se reportant à la condition morale et intellectuelle de notre pays vers le milieu du dix-septième siècle, Garneau écrit :

“ L'éducation des jeunes garçons fut abandonnée entièrement à la direction du clergé, qui fut le seul corps enseignant à peu d'exceptions près avec les religieux sous la domination française. Le gouvernement ne s'occupait jamais de cet objet si important, si vital. Soit politique, soit désir de plaire au sacerdoce, en lui léguant l'enseignement, il laissa le peuple dans l'ignorance ; car alors, il faut bien le reconnaître, les clergés comme les gouvernements sous lesquels ils vivaient, considéraient l'instruction populaire comme plus dangereuse qu'utile. Le Canada fut encore moins exempt de ce préjugé funeste que plusieurs autres pays. Il n'y fut jamais question de plan général d'éducation ; il n'y eut jamais d'écoles publiques dans les paroisses, qui restèrent plongées dans les ténèbres ; et, chose inouïe, l'imprimerie ne fut introduite au Canada qu'en 1764, ou 156 ans après sa fondation.

Les maisons d'éducation, nécessairement peu nombreuses, étaient en général confinées aux villes. Les séminaires de Québec et de Montréal ouvrirent des classes pour les enfants. Les Récollets firent aussi l'école dans leur monastère. Mais les Jésuites étaient ceux qui, par état, devaient se placer à la tête de l'enseignement et lui donner de l'impulsion. Ils furent moins heureux au Canada qu'ailleurs ; leurs classes furent de tout temps peu considérables ; on n'y comptait qu'une cinquantaine d'élèves du temps de l'évêque de St. Valier. Aucun d'eux n'a laissé un nom dans les lettres. Contents d'une certaine mesure de connaissances suffisantes pour le courant des emplois, ils n'ont produit en aucun genre de science des hommes profonds ; il faut même convenir qu'il y avait peu de secours, peu de livres et peu d'émulation. Le gouvernement se donnait bien de garde de troubler un état de choses qui rendait les colons moins exigeants, moins ambitieux, et par conséquent plus faciles à conduire, car l'ignorance et l'esclavage existent toujours ensemble. Telle est

en peu de mots l'histoire de l'éducation au Canada durant le premier siècle et demi de son existence : c'est la page la plus sombre de nos annales ; et nous en sentons encore les pernicious effets. La métropole fut punie la première de son oubli coupable et impolitique à cet égard ; si le peuple eût été plus éclairé lorsque la guerre de 1755 éclata, il aurait été plus industrieux, plus riche, plus populeux, et il aurait pu en conséquence opposer une résistance non pas plus longue, car la guerre dura six ans et avec acharnement, mais plus efficace et plus heureuse, à ses ennemis. ”

“ Un soldat instruit vaut dix hommes, ” aurait pu ajouter Garneau en fin de conclusion. Mais nous ne nous arrêtons pas à ce simple point de vue ; ce que nous voulons, c'est d'envisager la question générale de l'éducation et son influence sur un peuple. Cette question est la première de toutes, et jusqu'à ce jour la plus négligée chez nous ; rien n'a été plus difficile à obtenir au Canada que le moindre progrès dans l'éducation populaire ; rien n'a été plus pénible depuis plus d'un siècle que la marche de ce fantôme à qui on a cherché, mais en vain, à donner un corps, une réalité. Comme nous le disions dans notre précédent numéro, l'éducation publique porte chez nous toutes les apparences d'un système établi ; il y a des noms et des étiquettes sur les façades et les portes de l'édifice ; celui qui n'est pas initié aux mystères de cette duperie se croirait aisément en pleine Attique, environné de philosophes et de sages ; il contemplerait le surintendant de l'Instruction Publique, ce mythe audacieux, comme un Platon moderne à la tête de l'académie ; il ne soupçonnerait jamais que dans un pays où l'on entend des noms comme ceux-ci : écoles, inspecteurs d'écoles, commissaires d'écoles, conseil de l'Instruction Publique, surintendant de l'Instruction Publique, cela ne fût qu'une énorme charge, la fiction la plus insolente qui ait jamais été inventée par les hommes.

Il ne croirait jamais qu'en plein dix-neuvième siècle, chez un peuple formé de deux races placées de tout temps à la tête de la civilisation, alors que tous les pays du monde, les plus petits et les plus insignifiants, géographiquement parlant, ont un système d'éducation primaire qui fonctionne en toute réalité et en toute liberté, il ne croirait jamais, disons-nous, que chez un peuple environné, comme l'est le nôtre, des circonstances les plus favorables et au milieu des conditions les plus avantageuses, l'éducation publique ne soit qu'une comédie effrontée sous des noms pompeux, et que les opérateurs mêmes de ce mécanisme frotif, du haut en bas de l'échelle, soient en grande partie choisis parmi les plus ignorants de leurs concitoyens.